

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19278 - 74ÈME ANNÉE

## Après les annonces du président de la République

### PCR : « pour une émancipation de La Réunion : responsabilité, émancipation, autonomie »



Maurice Gironcel, secrétaire général du PCR, Yvan Dejean, porte-parole et Ary Yée Chong Tchi Kan, secrétaire aux relations internationales.

Hier en conférence de presse, le PCR a réaffirmé que La Réunion reste dans une situation néocoloniale avec Paris et avec l'Europe. Avec Paris, c'est le recyclage de transferts publics en bénéfices privés qui retournent en France. Avec l'Europe c'est « je vous donne de l'argent mais voilà ce que vous devez faire avec cet argent ».

Pour le PCR, avec l'acte nouveau de décentralisation, ou avec ces élections européennes, c'est la nécessité de fondamentalement définir une nouvelle relation basée sur le respect et sur l'égalité : « Nou lé pas plis, nou lé pa moin, nou lé kapab faire ». C'est à dire plus de responsabilité pour plus d'autonomie.

Yvan Dejean, porte-parole du PCR, rappelle que l'expression du chef de l'État fait suite aux demandes des gilets jaunes qui réclamaient des mesures pour plus de justice fiscale et moins d'inégalités.

Le soir de la conférence de presse, le PCR avait souligné que si les mesures sont bonnes à prendre, elles ne pourront régler une crise sans commune mesure avec la si-

tuation de la France. Pour le PCR, la seule ouverture à saisir est le nouvel acte de la décentralisation avec le principe de la différenciation. Il sera exposé en juin pour une révision constitutionnelle.

## Opposition à la casse sociale

« La population est inquiète, elle a été et reste en colère et ne voit pas sa situation s'améliorer dans le quotidien. Le mécontentement est là, général », indique le porte-parole du PCR. Le PCR comprend l'opinion, « nous sommes opposés à la politique menée par ce gouvernement qui consiste à casser tous les acquis du Conseil national de la Résistance ». Le PCR n'adhère pas à cette idéologie qui s'attaque aux plus fragiles et protège les plus riches.

Yvan Dejean rappelle que son parti n'a eu de cesse d'alerter l'État sur la gravité de la crise à La Réunion, et a voulu faire preuve de responsabilité quel que soit le gouvernement en apportant son analyse et ses propositions. Il précise que 3 semaines avant le début du mouvement des gilets jaunes, le PCR a remis une note à la ministre des Outre-mer rappelant son analyse et lui disant : « cela ne peut plus durer ». Une analyse qui reste pertinente pour le PCR.

## Pour un changement radical de politique

En effet, il est convaincu qu'il ne

peut y avoir d'embellie dans un changement radical de politique. La crise est le résultat d'une politique. En octobre 2018, près de 180.000 demandeurs d'emploi étaient dénombrés dans les statistiques. L'INSEE a récemment annoncé un taux de chômage à 24 % de la population active en 2018, c'est à peu de chose près la situation d'il y a 40 ans. « En 40 ans, des milliards ont été déversés sur La Réunion, sans effet, à quoi a servi cet argent », interroge Yvan Dejean, d'autant plus qu'« il faut penser aux plus de 200.000 jeunes qui sont à l'école qui vont arriver par vagues successives. Et d'ici 2030, il faut compter avec 100.000 nouvelles naissances, nous serons à 1 million d'habitants. Avec le saupoudrage actuel, on ne résoudra rien de tout ».

Une récente étude de l'INSEE note que La Réunion est le territoire le plus inégalitaire de la République, poursuit le responsable communiste. « L'année dernière a été une des pires pour la filière canne. La généralisation des APE entre les voisins et l'Union européenne constitue une grave menace pour les productions agricoles ».

## Urgence d'une conférence territoriale élargie

« Ce système est arrivé au bout, seul un changement de politique pourra nous faire sortir de l'impasse », explique le PCR pour qui « les gilets jaunes sont une illustration de ce modèle à bout de souffle, ils montrent aussi que les Réunionnais veulent participer au

développement de leur île ». « Si Mme Girardin a éteint le feu, les braises couvent toujours », ajoute Yvan Dejean, « le PCR réaffirme l'urgence d'une conférence territoriale élargie à tous les élus de la Région, conseillers départementaux, l'ensemble des maires et toutes les forces vives (associations, acteurs sociaux, acteurs économiques, presse...) ». L'objectif est de déboucher sur un plan cohérent de développement durable et solidaire, « nous revendiquons un projet réunionnais, mis en œuvre par les Réunionnais ».

## Responsabilité pour plus d'autonomie

Pour sa part, le PCR met en avant quelques propositions pour ce débat : une assemblée territoriale dotée de larges compétences, chargée de gérer un fonds régional de développement.

Cette nouvelle étape, c'est la responsabilité pour plus d'autonomie, « il nous appartient tous d'être à la hauteur du défi relevé par les aînés de 1946, pour une émancipation de La Réunion : responsabilité, émancipation, autonomie. C'est la possibilité de dire ce qui est bon ou pas pour La Réunion dans le cadre de la République », conclut Yvan Dejean.

**M.M.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
71<sup>e</sup> année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany  
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;  
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

## Changement climatique

# Le PCR propose un fonds vert pour financer le développement durable

**Le passage de Kenneth aux Comores et au Mozambique rappelle les effets dévastateurs du changement climatique dans notre région. La Réunion est concernée.**

Après le passage de Kenneth aux Comores et au Mozambique, la solidarité s'organise tant au niveau international avec l'ONU qu'à La Réunion avec les associations. Le PCR réitère la demande à Région, Département, et aux communes d'agir.

Maurice Gironcel rappelle qu'après le cyclone Joahina qui a frappé Rodrigues le 26 mars dernier, une motion a été votée à l'unanimité et en urgence par le Conseil départemental. Ce texte était présenté le 27 mars 2019 par Maurice Gironcel et Michèle Caniguy. Il contenait notamment la « demande que soit élaboré dans les priorités de la conférence territoriale élargie un plan d'adaptation au changement climatique pour La Réunion ».

« Cela dénote une prise de conscience qui s'élargit », salue Maurice Gironcel.

Concernant les dégâts de Kenneth au Mozambique, l'île Ibo a été détruite à 90 %, c'est une catastrophe environnementale et économique. La Réunion n'est pas à l'abri.

sur les effets du réchauffement climatique, que Paul Vergès présida jusqu'à son décès. Le 3 juin 2014, il fit un projet de résolution signé par des sénateurs de différents groupes, pour un co-développement durable et solidaire dans l'Océan Indien avec trois points : la mer et les océans, l'énergie, la transition démographique.

Maurice Gironcel insiste sur l'importance de se mobiliser et de sensibiliser les Réunionnais à cette préoccupation. « Si le climat était une banque, on l'aurait déjà sauvé ». Et de rappeler qu'en 2008, 2000 milliards d'argent public ont été trouvés pour des banques privées.

Or, force est de constater les difficultés de l'ONU pour trouver les millions nécessaires pour venir en aide aux victimes d'Idai.

« Nous sommes face à une urgence climatique, planétaire. Nous devons modifier nos habitudes pour garantir l'avenir, le climat a déjà changé ».

Si la saison cyclonique a pris fin dans notre région, dans le Nord c'est le début. Le cyclone Fanny menace l'Inde avec des vents de plus de 200 km/h. Les prises de position et les actions à travers le monde se multiplient. Le succès de la 2e édition de la marche réunionnaise pour le climat avec plus de 1000 participants témoigne de cette prise de conscience.

À La Réunion, l'ONF tire la sonnette d'alarme. La proposition d'un service public dans l'environnement prend tout son sens, « pour jardiner nos forêts ». « Ce sont des milliers d'emplois qui ne sont pas délocalisables ».

Le secrétaire général du PCR parle aussi de la « possibilité de développer une filière bois, une filière biomasse, avec la fin annoncée du charbon et du fioul comme matière première des centrales thermiques électriques ». De plus, « la filière biomasse permet de lutter contre les espèces invasives ». Maurice Gironcel évoque aussi la « souveraineté alimentaire, pour une coopération gagnant-gagnant pour une agriculture diversifiée, avec la filière canne comme pivot ».

« D'où la proposition d'un fonds vert régional pour mener à bien cette politique, abondé notamment par la globalisation des crédits européens », conclut le secrétaire général du PCR.

**M.M.**

### Progrès de la prise de conscience

Pour faire avancer cette prise de conscience, le secrétaire général du PCR revient sur le travail de Paul Vergès. Ce fut notamment une loi adoptée à l'unanimité en 2001 qui créa l'Observatoire national

### « Jardiner nos forêts »

Le responsable communiste évoque également le Sommet de Paris sur la biodiversité. Il a travaillé sur la première évaluation mondiale des écosystèmes depuis près de 15 ans. Le constat est alar-

## Élections européennes du 26 mai

# Le PCR pour une Europe de la paix et de la proximité

**Ary Yée Chong Tchi Kan rappelle que le projet européen était un projet de paix au lendemain de la guerre. Aujourd'hui l'UE est au bord de la désintégration, donne une image de désordre à cause d'une politique qui fait la part belle à la finance et à la destruction des emplois. Le PCR milite pour une Europe de la paix et de la proximité, afin de reconstruire une nouvelle relation proche des préoccupations de la population.**

La première élection au Parlement européen eut lieu en 1979. Paul Vergès était sur la liste de Georges Marchais, cette coopération PCF-PCR a permis son élection. Ceci a ouvert une brèche dans l'organisation de la fraude pour empêcher Paul Vergès d'avoir une représentation nationale pendant 30 ans, rappelle le responsable communiste, de ce moment est sorti un film « Maloya pour la liberté ». 40 ans après cette élection, l'avenir de l'Europe est en question avec notamment le BREXIT, et la menace d'une nouvelle crise économique grave en 2020. « Aucune analyse et aucun bilan sur ce qui s'est passé : pourquoi le BREXIT ? Y en aura-t-il d'autres ? », déplore le responsable communiste.

### Protections en danger

Ary Yée Chong Tchi Kan rappelle que La Réunion est intégrée à la France depuis 1946, puis à l'Europe. « L'intégration entraîne la concurrence libre à l'intérieur d'un marché et l'enfermement dans un ensemble normatif communautaire. Cela conduit à la destruction de l'économie productive par de puissants monopoles », explique-t-

il, « la tâche de Paul Vergès était d'obtenir un régime dérogatoire pour La Réunion. Ainsi naquit le statut de RUP défini par des critères s'appliquant à La Réunion et à d'autres régions dans des situations voisines. Cette situation permet à la France de soutenir certaines activités en dérogeant au droit commun communautaire », dit-il en substance.

Mais ce filet de protection est remis en cause par l'adhésion de l'Europe à l'OMC, c'est-à-dire au marché unique mondial, depuis 1995. L'Union européenne signe des accords commerciaux, accords de partenariat économique (APE), avec des ensembles régionaux afin d'accélérer la nouvelle intégration. Cela entraîne le démantèlement de toutes les barrières qui freinent la libre concurrence. Exemple typique : l'Europe a voté la fin du quota sucrier, « nos protestations n'ont servi à rien », « Aujourd'hui, nous savons que le prix du sucre réunionnais est mis en concurrence sur le plan mondial, ce sera difficile de tenir », indique Ary Yée Chong Tchi Kan. Pour le moment, l'Europe a autorisé l'État français à compenser par une subvention, mais la logique de ne plus subventionner les productions finira pas s'imposer.

### Pas d'information sur l'avenir

Le 3 mai 2015, Paul Vergès avait tenu une conférence de presse pour dire qu'au cours des 5 prochaines années, La Réunion sera intégrée à une vaste zone de libre-échange avec les signataires de l'APE. C'est la fin des RUP, quel sera le concept

qui permettra à La Réunion de tenir le pari de la double intégration, concilier la garantie des acquis sociaux et l'intégration de La Réunion dans son environnement géographique ?

« Comment imaginer le dépassement des RUP ? », interroge Ary Yée Chong Tchi Kan. « Comment en partant des préoccupations de la population, trouver un concept permettant comme porte de sortie ? ». Car un peu plus ou un peu moins de crédits européens ne changera rien, souligne le PCR, il s'agit d'apporter des réponses structurelles.

« Nous ne connaissons rien des négociations des APE », car c'est l'Union européenne qui est seule compétente. « Nous allons connaître les conséquences sans être du tout impliqués dans la négociation ».

Autre exemple : « L'Europe a donné un délai pour l'octroi de mer jusqu'en 2020, car elle considère que c'est un obstacle à la concurrence ». « De quoi allons-nous causer aux élections, les gens qui vont aller voter ne sont au courant de rien de ce qui se passe sur ce point », constate le secrétaire aux relations internationales du Parti communiste réunionnais. Pour le PCR, il faut que les Réunionnais aient droit au chapitre dans le domaine décisionnaire. Cela peut se faire sous la forme d'une assemblée ayant la compétence de la mer, et de la discussion avec les pays voisins. D'où la nécessité de mettre au cœur de la campagne une analyse et une démarche qui puisse intéresser la population sur son avenir. C'est le concept de l'Europe de la proximité : « discuter nous-mêmes de nos affaires quand nous sommes impliqués ».

## La question chagossienne

Sur l'Europe de la paix, le PCR met en avant la question chagossienne. La Cour internationale de justice a reconnu la responsabilité de la Grande Bretagne, État européen, dans la déportation du peuple chagossien à cause de la construction de la base de Diego Garcia. L'Europe peut-elle continuer à fermer les yeux sur la responsabilité d'un État européen qui a fait expulser tout un peuple de son pays ? Ary Yée Chong Tchi Kan rappelle que Paul Vergès était intervenu à ce sujet sur la citoyenneté des Chagossiens. Ils ont été considérés comme Britanniques et peuvent désormais disposer d'un passeport de ce pays.

La France est membre de la COI et fait partie de l'Europe, elle doit répondre à la demande des Chagossiens et se battre pour cela, souligne le PCR.

Par ailleurs, quand il y a 20000 reconduites à la frontière à Mayotte, il faut trouver une solution à cela. « L'humain doit être au centre des préoccupations de l'Europe. En tant que citoyens participant aux élections européennes, nous avons la responsabilité de poser le problème de la relation humaine dans notre voisinage », ajoute Ary Yée Chong Tchi Kan,

« et pourquoi l'Europe finance-t-elle l'OTAN, organisation militaire, plutôt que de mettre cet argent au service de la paix ? »

En articulant tout cela, le PCR pense à un nouveau concept préservant les avantages sociaux issus de la situation actuelle, avec une nouvelle façon de faire dans l'intégration de La Réunion dans sa réalité géographique.

**M.M.**

## Billet philosophique

# Non aux polémiques, oui aux convergences

**On connaît chaque jour les effets négatifs de la culture des rancunes, revanches et autres règlements de comptes qui n'en finissent pas de créer des dégâts sur les relations humaines au détriment d'une société juste et sage. Pourtant de plus en plus de Réunionnais cultivent plutôt le dialogue et l'entente pour avancer ensemble la libération de notre peuple.**

Cette recherche d'entente était particulièrement forte vendredi dernier dans l'amphithéâtre 1 de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines à l'Université de La Réunion, où pendant toute une journée des historiens et autres chercheurs réunionnais de diverses organisations mais aussi de Maurice, d'Inde et de France ont eu des échanges très riches sur les "Différences et similitudes entre engagisme et esclavagisme dans les anciennes colonies de l'océan Indien". À noter qu'en ouverture de ce colloque, lors d'une cérémonie très émouvante, cet amphithéâtre a reçu le nom de Michel Latchoumanin, un professeur d'université, doyen de la faculté de 1997 à 2007, qui a rédigé quelques semaines avant son décès le 31 mars 2019 un livre intitulé "En finir avec les inégalités, la démocratie et la voyoucratie : le cri de révolte des gilets jaunes".

Autre temps fort de la vie culturelle réunionnaise cette semaine : la conférence organisée par des franc-maçons à la mairie de Saint-Denis mardi dernier avec Gérard Lovat, Grand Maître Général à la Grande Loge Française de Memphis-Misraïm, sur "La Franc-Maçonnerie d'aujourd'hui : humanisme ou tradition". Et pour cultiver cet humanisme, le grand artiste réunionnais Joël Manglou a ouvert la conférence en chantant notamment : « Donnons-nous la main pour rem-

plir les mains de ceux qui n'ont rien ; ainsi devenons des humains ».

Un peuple libre et responsable

Dans cet esprit, deux rassemblements symboliques ont eu lieu cette semaine avec des organisations syndicales, politiques et associatives de La Réunion ; le premier s'est déroulé samedi dernier à la salle Candin du Chaudron, où des représentants de ces diverses organisations, aux "étiquettes" très variées ont exprimé avec force leur soutien à Julie Pontalba, candidate communiste réunionnaise sur la liste PCF de Ian Brossat aux élections européennes du 26 mai prochain. Tous ensemble, soutenus par les grands artistes du groupe Lagarrigue, ont appelé les Réunionnais à voter pour cette candidate en faveur d'une « Europe des gens contre l'Europe de l'argent » et pour un projet global réunionnais, élaboré et mis en œuvre par un peuple libre et responsable.

Le second rassemblement encourageant a eu lieu le 1er mai au Port lors du défilé traditionnel de la lutte des travailleurs, où plus d'un millier de personnes engagées dans diverses organisations ont exprimé leur détermination à lutter ensemble contre la politique injuste menée par Paris à La Réunion. Cette union dans la diversité pour un projet commun a été plaidée par plusieurs manifestants, qui nous ont fait part de leur aspiration qu'on en finisse au plus vite avec les polémiques néfastes et que l'on fasse avancer au mieux les convergences anti-capitalistes pour sauver la vie et faire respecter les droits humains dans notre pays comme dans le monde entier.

**Roger Orlu**

# Oté

## Spéktatèr télé, an dégringolaz !

Daprè Médiamétri, dopi inndé zané, lo moun an zénéral i gèt demwin zanmwin télé. Lo shif promyé trimés sétané la Rényon, léla ankor pou armontré k'nou osi, isi, nou lé pa plis nou lé pa mwin k'lé zot. Rényoné i konsonm pi télé konm avansa. Lo kantité lé an dégringolaz.

An konparézon, nou té gèt 4H 38 télé, promyé trwa mwa 2016, kont 3H55 sélman, promyé trimés sétané. Lo dé shèn isi la Rényon ansanm la pérd pré d'40 000 téléspéktatèr, an léspas in lané. Antèn 13 mil , Rényon lèrè i bat lo rokor ék 25 mil an mwin ! Larzan i an mank pa, zournalis lé an poundyak, diréktèr lé an takon. Alor, pou kél rézon ? La pa sélman lotèr nétflix. Néna in ta ék in paké dot rézon ankor k'lé a débat. Mé dann tousa, sétin bon nouvé sinonsa in mové nouvé ? Ladsi osi, néna a dir, a kozé. Antouka in shoz lé sir, lé bon si lo moun i komans konpran, ifo pa li dovyin zésklav télé. Minm si néna bonpé shomin pou fé ankor.

Télé, sét' in zouti d'kominikasyon zéstra. Tout l'moun i koné k'li néna in gran pouvwar, li zoué in gran rol dann linformasyon, dann lédikasyon, épi binsir pou distraksyon, divertisman. Mé mondyé Sénir, fo arkonèt, li rann lo moun kouyon osi, ék désertin zémisyon i dépas kékfwa la débilité, lé fé zis pou abriti anou. Lokasyon pou mwin di, néna inndé prodiksyon péi i bat vréman lo rokor d'stipidité, é d'kouyonis. San konté, tout sak lé kalkilé pou manipil nout servo. La pa éksa i édik in pép. Tan myé alor, si kréol i komans rouv lo zyé.

Tansyon, pésonn i souhèt bann-na i mèt la clé d'si la port, akoz plik néna plik lé méyèr, pou in pliralité épi la démokrasi. Pétèt, so dégringollaz sé in bon loson pou arpran azot, k'lo pép lé pi kouyon, i fo konsidèr anou rotroman.

*Pol*